

## Jordanie : succès de la monarchie face à la brise arabe

Le roi a su donner au processus politique une apparence de changement et de réforme et, en même temps, il a affaibli l'opposition et aidé les islamistes modérés.

Daoud Kuttab

**S**i le *Printemps arabe* a affecté la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen et la Syrie, c'est la brise arabe qui a soufflé sur le royaume hachémite de la Jordanie, pr. La brise arabe a provoqué des changements importants mais peu profonds. Le pays continue sous la domination d'un seul pouvoir avec de très grandes compétences, mais pour la première fois depuis des décennies, il est témoin de changements constitutionnels et des mouvements timides quoiqu'importants, vers une éventuelle monarchie constitutionnelle.

Environ 45 clauses de la Constitution jordanienne ont été amendées, ouvrant les portes pour la première fois à un Tribunal constitutionnel, à une Commission électorale indépendante, à une nouvelle loi des partis et à une loi électorale qui inclut une représentation parlementaire à l'échelle nationale. Par ailleurs, la capacité du roi pour dissoudre le Parlement ou celle de son gouvernement pour approuver des lois, quand il n'est pas en période de séances, a également été réduite. Les citoyens ne seront plus jugés par des tribunaux militaires pour des affaires civiles (bien que la Cour de sécurité de l'État, appartenant à la branche exécutive du gouvernement, n'ait pas été dissoute, comme il était attendu).

La loi électorale, qui était totalement en faveur des tribus jordaniennes et des communautés tribales, a légèrement été amendée par l'introduction de 27 sièges (sur 150) élus des listes nationales. Mais tout le monde n'a pas accepté les amendements à la Constitution. Les manifestations continuent toutes les semaines pour réclamer la dérogation du système « une personne, un vote » qui favorise d'une manière disproportionnée les tribus jordaniennes et laisse en situation de sous-représentation les populations de la capitale et d'autres villes importantes. Ce n'est pas un secret que dans ces localités urbaines vivent les Jordaniens d'origine palestinienne et les modifications de la loi électorale n'ont pas été reçues comme une correction de ce qui était considéré comme un déséquilibre de cette loi, favorisant certains Jordaniens par rapport à d'autres.

Les protestations et les manifestations, quoique peu importantes en nombre, se sont poursuivies malgré les

changements. On a fondé le Front du Salut, dirigé par l'ancien premier ministre et chef des services de renseignements, Ahmad Obeidat. Bien que le Front avait un leader laïc, il se composait en majorité de Frères musulmans. D'autres groupes plus réduits provenant de tout le pays, connus en dialecte local sous le nom de *hirak* (mouvement), formaient le reste des protestataires. Mécontent de la loi électorale, le Front a prié instamment tous les citoyens de boycotter l'invitation à s'inscrire à la Commission indépendante récemment formée et à boycotter les élections du 23 janvier. Aucun des deux boycotts n'a eu un succès décisif. Plus de deux millions d'électeurs jordaniens sur un total de trois millions, se sont inscrits et le jour des élections, 1,2 millions ont voté. Le gouvernement a annoncé que la participation avait été de 56 %, supérieure – à son avis – à celle de 2010, dont il avait été dit qu'elle avait été de 52 %. L'opposition a remis en cause les chiffres en alléguant que le 56 % a été calculé selon le nombre de votants inscrits et non pas de votants potentiels. À son avis, moins de 40 % des Jordaniens éligibles pour voter ont exercé leur droit de vote. Quel que soit le chiffre correct, ceux qui s'opposaient aux élections n'ont pas réussi à gagner la sympathie du public. Car les vagues de citoyens montrant un index taché d'encre ont fait la une des journaux, et non pas les partisans du boycott.

Bien que l'opposition à la politique jordanienne actuelle ne fut pas capable d'utiliser le boycott comme un moyen de révéler son insatisfaction, le processus électoral et le chaos qui régnait après les votes, ont servi aux détracteurs pour recharger leurs cartouches.

L'introduction récente du second tour permettant aux citoyens d'élire des listes du domaine national s'est avérée moins attrayante que ce qui avait été annoncé. La veille des élections près de 61 listes furent confectionnées spontanément, avec plus de 800 candidats qui concouraient pour les 27 sièges attribués aux candidats nationaux. Même ainsi, au lieu que les élections par listes nationales marquent le commencement d'une nouvelle ère d'où émergeraient des groupes politiques clairement identifiés, le nouveau système présentait quelques-uns des défauts de

Daoud Kuttab, ancien professeur de journalisme aux Ferris de l'Université de Princeton. Il est directeur du Community Media Network, une ONG de médias en Jordanie et dans la région arabe. Article remis le 14 février 2013.

l'ancien système. Parmi les gagnants des listes nationales il n'apparut aucun parti politique ni aucun groupe idéologique clairement identifiable. La seule exception pourrait être le parti Wasat al Islami (centre islamique) qui a obtenu seulement trois sièges pour les listes nationales (14 autres au niveau local). Au moins 17 listes ont obtenu un seul siège, donc le souhait express et public du roi Abdallah de voir trois groupes majoritaires surgir des élections s'est avéré impossible à réaliser. La coalition de partis à tendance de gauche, menée par une femme, Abla Abu Ilba, est presque parvenue, mais on a considéré qu'elle n'avait pas obtenu assez de votes pour arriver au Parlement. L'échange de déclarations publiques sur qui avait remporté le dernier siège national, s'est convertie en une plaisanterie sur les réseaux sociaux que quelques-uns appelèrent le feuilletton d'Abla ou de Hazem. Hazem Qashou a été finalement le candidat qui est arrivé au Parlement, après que son nom et celui de la gauchiste Abla aient été mis en avant.

Mais indépendamment des faiblesses des élections, cela n'eût rien à voir avec l'absence d'une opposition forte et active. Au lieu de se sentir renforcés grâce aux élections qu'ils avaient boycottées, les Islamistes et leurs alliés ont donné l'impression de se trouver ancrés dans des problèmes insignifiants, en éludant le fait qu'un bon nombre de Jordaniens avaient effectivement voté. Et tandis qu'ils entretenaient cette attitude, ils ont vu avec surprise apparaître un autre mouvement islamique (moins radical) qui comblait le vide et répondait aux souhaits des citoyens croyants et des Jordaniens d'origine palestinienne. Lors d'une conversation sur une chaîne panarabe de télévision au sujet de l'absence des Islamistes pendant les élections, le premier ministre jordanien, Abdoullah Ensour, a corrigé le journaliste en disant que seule une faction islamiste n'était pas présente aux élections et non pas tous les Islamistes. En ce qui concerne les Jordaniens d'origine palestinienne, les Islamistes ont pu constater l'élection de 31 Jordaniens d'origine palestinienne, un record, car bon nombre d'entre eux provenaient de circonscriptions qui votaient normalement pour le Front islamique d'action.

L'échec des Frères musulmans s'est compliqué encore plus à cause des problèmes que les Islamistes ont dans les pays du *Printemps arabe*, comme l'Égypte et la Tunisie. Le meurtre sans précédent d'un leader tunisien de gauche a provoqué de sérieux problèmes aux nouveaux dirigeants de ces pays et à leur révolution. En Égypte, le destin du leadership des Frères musulmans est certainement plus mauvais que celui de la Tunisie. Jour après jour, de nombreux Égyptiens furieux rabâchent à leur président, Mohammed Morsi et aux Frères musulmans, au cours des manifestations qu'ils ont kidnappé la révolution.

### Petits progrès mais utiles

**E**n jetant un regard en arrière sur cette révolution épineuse, les petits progrès utiles de la Jordanie réalisés vers la réforme semblent avoir obtenu plus de succès en assimilant les manifesta-

tions, sans remettre en cause le bien le plus précieux du pays, sa stabilité. Les États-Unis, l'Union européenne et les autres pouvoirs occidentaux qui avaient poussé la Jordanie à entreprendre des réformes sérieuses, ont eu peu de choses à dire sur le lent mouvement vers une authentique réforme politique. Ironiquement le roi Abdallah lui-même, au cours de la 17<sup>ème</sup> séance du Parlement, admettait que l'actuelle loi électorale est inadéquate et qu'elle devait être changée, mais il soulignait en même temps que le Parlement et le gouvernement avaient besoin de stabilité et de longévité. Les gouvernements jordaniens ne durent pas plus d'un an en moyenne et les parlements dépassent rarement plus de deux ans. Il n'est pas clair que le roi veuille réellement que le nouveau Parlement élu réforme rapidement la loi électorale et qu'il raccourcisse sa législature ou bien s'il préfère qu'il accomplisse les quatre ans de son mandat.

Bien que le roi puisse encore dissoudre le Parlement, il nécessite la recommandation écrite de son premier ministre. L'un des amendements à la Constitution stipule que si un premier ministre recommande de dissoudre le Parlement, il ne peut pas faire partie du prochain gouvernement.

Pour l'instant, le roi de Jordanie s'est réservé une marge de manœuvre pour quelques mois et sûrement pour quelques années. Il a réussi à affaiblir l'opposition et, très habilement, il a aidé les Islamistes modérés qui ont sapé ce qui semblait être un monopole dont jouissaient auparavant les Frères musulmans. Grâce à ce luxe à portée des mains, le roi peut prendre les choses calmement et attendre l'arrivée d'un autre orage ou bien adopter des mesures préventives pour tenter d'éviter tout nouvel orage ou que celui-ci finisse par affecter la stabilité du pays.

Peu de temps après l'annonce du résultat des élections, le roi a invité les leaders des Frères musulmans. Des rumeurs ont alors filtré que l'un de leurs leaders modérés, Abdellatif Arabyat, pourrait être élu pour diriger le nouveau gouvernement. Ces rumeurs n'ont pas été démenties par Arabyat bien qu'il indiqua ne pas avoir été officiellement informé. Mais rien d'important n'est ressorti de la réunion avec les Frères musulmans et des nouvelles filtrées sur la possibilité que le roi choisisse un leader parmi eux. Au contraire, il a demandé à l'un de ses aides de camp de diriger les négociations avec le Parlement pour savoir quel premier ministre recommander, bien que cela n'implique pas qu'il soit obligé de l'accepter.

Toute la brise arabe qui a soufflé sur la Jordanie s'est traduite positivement, dans le pays comme à l'extérieur, par ce qui a été considéré comme un leadership sagace et intelligent, qui s'est forgé tout seul et qui a affaibli son opposition, mais qui, en même temps, a réussi à donner au processus politique une apparence de changement et de réforme. ■